



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT
(Comité ministériel conjoint
des
Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds
sur le
transfert de ressources réelles aux pays en
développement)



DC/S/2026-0035(F)
16 avril 2026

**DÉCLARATION DE
MME ÉLISABETH SVANTESSON, PRÉSIDENTE DU COMITÉ DU
DÉVELOPPEMENT**

Ci-joint pour information à l'intention des Membres du Comité du Développement, la Déclaration de la présidente, Mme Élisabeth Svantesson, qui reprend les points de vue de la majorité des membres du Comité, à l'issue de la cent-treizième réunion du Comité tenue le 16 avril 2026.

Déclaration de la Présidente : 113^e Réunion du Comité du développement

Mme Élisabeth Svantesson, ministre des Finances, Suède

Le Comité du développement s'est réuni aujourd'hui, 16 avril 2026, à Washington.

Au cours de ces dernières années, l'économie mondiale a été mise à l'épreuve par des chocs récurrents dus à des guerres et à des conflits, y compris celui qui se déroule actuellement au Moyen-Orient. Outre ses conséquences sur le plan humanitaire, celui-ci a des effets économiques d'une envergure mondiale et, une fois de plus, ce seront les populations les plus pauvres et les plus vulnérables qui seront le plus durement touchées. Cela survient à un moment où les marges de manœuvre se sont réduites et la coopération internationale a faibli. Une riposte appropriée des pouvoirs publics dépend du mode de propagation de ce choc dans l'économie de chaque pays et exige des mesures opportunes et adaptables qui s'inscrivent dans des cadres d'action crédibles et une coopération internationale. Il demeure impératif de mettre fin aux guerres et aux conflits et de parvenir à une paix durable dans le monde entier pour obtenir une croissance pérenne et garantir la stabilité à long terme.

Les Gouverneurs ont fait part de leurs préoccupations face à l'impact des chocs sur l'économie mondiale, aggravé par une incertitude accrue et des difficultés persistantes qui entravent les efforts déployés pour soutenir la croissance économique, réduire la pauvreté et créer des emplois.

Les membres ont loué les dirigeants et les équipes du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) pour l'ampleur et la rapidité de leurs interventions en réponse aux crises, ainsi que pour leur action en faveur de la stabilité et de la résilience. Ils ont salué les instruments à décaissement rapide du Groupe de la Banque mondiale, ainsi que sa panoplie d'outils de riposte aux crises et son expertise technique et stratégique, et ont appelé à la poursuite de l'engagement auprès des pays touchés. Ils se sont félicités de la coopération du Groupe de la Banque mondiale avec le FMI, les banques multilatérales de développement, les organisations internationales, le secteur privé et d'autres partenaires pour répondre aux chocs actuels, tout en maintenant le cap sur les objectifs de développement à long terme, conformément à sa mission visant à mettre fin à l'extrême pauvreté et à favoriser une prospérité partagée sur une planète vivable.

Les Gouverneurs ont vigoureusement appuyé l'accent mis par le Groupe de la Banque mondiale sur l'emploi et sa stratégie en la matière : établir les fondations nécessaires par des investissements dans les infrastructures physiques, naturelles et humaines ; renforcer l'environnement des affaires ; et mobiliser des capitaux privés. Ils ont souligné l'urgence de créer des emplois pour la prochaine génération de jeunes. Les membres ont exhorté le Groupe de la Banque mondiale à promouvoir des réformes propices à l'entreprise, qui stimulent l'investissement privé, soutiennent la croissance à long terme et favorisent la création d'emplois productifs, mieux rémunérés et plus sûrs. Ils ont mis en avant les réformes visant à diversifier les échanges commerciaux, à améliorer les cadres budgétaires et à renforcer la viabilité de la dette. Il est indispensable d'assurer une mobilisation des ressources intérieures plus efficace et plus équitable, tout en améliorant la qualité des dépenses et en luttant contre la corruption.

Les membres du Comité ont encouragé le Groupe de la Banque mondiale à exploiter le potentiel que recèlent les secteurs de l'infrastructure et de l'énergie, de l'agro-industrie, des soins de santé, du tourisme et de l'industrie manufacturière à valeur ajoutée, en tirant parti des innovations numériques et financières. Les membres ont appelé à une augmentation des investissements dans les populations, afin de bâtir des conditions de vie dignes pour tous. Ils ont pris note du récent

rapport *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit*, soulignant la nécessité de politiques publiques permettant aux femmes de travailler et de diriger des entreprises à égalité avec les hommes.

Les membres se sont réjouis des réformes engagées en vue de rendre le Groupe de la Banque mondiale plus rapide, plus simple et plus efficace. Ils ont encouragé la poursuite des améliorations en matière d'efficacité et d'efficacité opérationnelles, afin de renforcer la réalisation des projets et leur impact sur le développement, dans la perspective d'aider les pays à acquérir une plus grande autonomie. Face aux contraintes qui pèsent sur l'aide publique au développement, les membres ont pris acte de la capacité du Groupe de la Banque mondiale à tirer parti des contributions, de sa note de crédit AAA et de sa stabilité financière pour mobiliser des solutions à grande échelle. Ils ont salué la mise en œuvre de l'approche unifiée du Groupe de la Banque mondiale ; son rôle de banque de connaissances ; la fonction environnementale et sociale intégrée ; son modèle renforcé de collaboration avec les pays ; et sa fiche de performance simplifiée en tant que cadre institutionnel cohérent visant à améliorer les résultats de développement.

Les membres ont également salué l'engagement du Groupe de la Banque mondiale en faveur d'objectifs ambitieux à l'horizon 2030 dans les domaines des filets de protection sociale, des services de santé de qualité, de l'accès des femmes aux capitaux et du développement numérique. Ils ont accueilli favorablement le lancement de diverses initiatives sectorielles, notamment « Mission 300 » pour l'amélioration de l'accès à l'électricité, « AgriConnect » pour le renforcement de la sécurité alimentaire et de la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur, et « Water Forward » pour l'accès à l'eau potable et à l'irrigation. Les membres ont reconnu les efforts soutenus déployés pour soutenir des économies climato-résilientes, étayés par les outils analytiques de référence du Groupe de la Banque mondiale et entrepris en réponse à la demande des clients et à leurs plans nationaux de long terme. Les membres ont accueilli avec satisfaction la publication du rapport *Développer le capital humain là où ça compte* et ont souligné l'importance d'investir dans la santé et l'éducation pour améliorer le potentiel de revenus futurs.

Les Gouverneurs ont pris note de l'intensification de l'appui du Groupe de la Banque mondiale aux communautés touchées par la fragilité, les conflits et la violence (FCV), ainsi qu'aux efforts de reconstruction et de relèvement dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Les membres ont exprimé attendre avec intérêt la poursuite de l'engagement et de la mise en œuvre de la stratégie FCV, de la stratégie en matière de genre et de la stratégie pour les petits États, en accordant une attention particulière au programme d'action pour l'emploi au niveau des pays.

Le Comité du développement a souligné le rôle crucial du secteur privé dans la réalisation des objectifs de développement du Groupe de la Banque mondiale. Ses membres ont relevé les efforts menés par IFC et la MIGA pour accroître l'accès aux capitaux en mettant en relation des investisseurs mondiaux avec des opportunités orientées vers l'impact, à travers des initiatives telles que le modèle « d'octroi puis cession », la Plateforme de garanties et le Programme de titrisation dans les marchés émergents.

Les membres du Comité se sont réjouis à la perspective de la mise en œuvre d'IDA-21 et ont remercié les actionnaires pour leur générosité. Ils ont appelé de leurs vœux des réalisations solides et ambitieuses.

Les membres ont pris acte du rapport présenté aux Gouverneurs sur l'Examen de la répartition du capital 2025.

Les Gouverneurs ont réaffirmé leur attachement au multilatéralisme et ont plaidé pour la poursuite de la coopération, en mettant l'accent sur les partenariats avec les acteurs publics et privés,

notamment par le biais de cadres de délégation réciproque et d'autres formes de coopération structurée.

La prochaine réunion du Comité du développement est prévue en octobre 2026 à Bangkok (Thaïlande).